

Depuis 1997, le nombre de crimes et délits constatés en Languedoc-Roussillon par la Gendarmerie Nationale et la Police Nationale ne cesse d'augmenter. En 2002, il dépasse largement le seuil des 200 000.

Le taux de criminalité reste particulièrement élevé en Languedoc-Roussillon. Avec plus de 85 crimes ou délits constatés pour mille habitants, il est au 3^{ème} rang du classement des régions françaises et deux départements sont particulièrement touchés : l'Hérault et les Pyrénées-Orientales.

Le nombre d'infractions économiques et financières continue d'augmenter en 2002. Avec près de 14 000 infractions enregistrées, il s'accroît de 2,4 % par rapport à 2001. Le nombre d'escroqueries, de falsifications et usage de cartes bancaires a quasiment doublé en 4 ans.

Le nombre de crimes et délits contre les personnes et de coups et blessures volontaires poursuit son évolution inquiétante sur longue période. Globalement, l'augmentation est de plus de 40 % par rapport à 1999.

Après une année 2000 marquée par des records, le nombre de condamnations prononcées en 2001 par la cour d'appel et le tribunal de grande instance est en léger repli : 17 842 condamnations prononcées par la juridiction de Montpellier contre un peu plus de 20 000 en 2000, 12 668 sur celle de Nîmes contre près de 13 600 en 2000.

En 2001 au tribunal de grande instance de Montpellier, plus de 680 affaires civiles ont été jugées, et près de 7 500 procédures nouvelles ont été ouvertes. Parmi les affaires terminées en 2001, plus d'un jugement rendu sur 5 est un jugement de divorce.

La profession d'avocat se porte bien. Leur nombre continue d'augmenter et dépasse la barre des 1 200 en 2003. Avec près de 5 avocats pour 10 000 habitants le Languedoc-Roussillon est une région plutôt bien pourvue. ■

Conseil de prud'hommes : juridiction chargée de concilier ou de juger les litiges entre salariés et employeurs.

Contraventions : les contraventions sont réprimées par la loi de peines de police (amende et peine privative ou restrictive de droit). Elles sont divisées en 5 classes selon la gravité de la peine encourue. Les contraventions de 5^{ème} classe encourent les peines les plus graves : une amende de 1525 Euro au plus.

Cour d'appel : les jugements rendus en matière correctionnelle ou en matière de police (lorsqu'une peine d'emprisonnement a été prononcée ou lorsque la peine encourue excède 5 jours d'emprisonnement) peuvent être attaqués devant la cour d'appel.

Ressort de la cour d'appel de Montpellier : Aude, Aveyron, Hérault et Pyrénées-Orientales.

Ressort de la cour d'appel de Nîmes : Ardèche, Gard, Lozère, Vaucluse.

Les données fournies incluent donc tous ces départements.

Cour d'assises : elle juge les crimes.

Magistrats professionnels : appartiennent à un corps unique (régé par une ordonnance de 1958), et font l'objet d'un recrutement et d'une formation spécifiques et n'exercent pas d'autres activités.

Magistrats non professionnels : siègent principalement dans les conseils de prud'hommes et les tribunaux de commerce sont élus par leurs pairs (cf. les prochaines élections prud'homales) et continuent parallèlement à exercer leur activité d'origine. Leur activité juridictionnelle est donc également temporaire (le temps fixé par le mandat électif).

Compte tenu de ces particularités, les statistiques du ministère de la Justice, concernant les personnels, ne portent que sur les magistrats professionnels".

Crimes et délits constatés en France : il s'agit des faits bruts portés pour la première fois à la connaissance des services de police

et de gendarmerie et retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer. Leur qualification peut être modifiée par l'autorité judiciaire qui prononce les condamnations.

Justice civile : les juridictions civiles ont à juger les litiges nés entre les personnes dans le but de sauvegarder les intérêts respectifs de celles-ci. En fonction de leur compétence, différents tribunaux statuent et jugent les affaires : tribunaux d'instance, de grande instance, de commerce, conseils de prud'hommes.

Justice pénale : en cette matière, c'est le Parquet qui qualifie les faits. En fonction des peines encourues, on distingue les crimes, les délits, les contraventions passibles d'emprisonnement. Le type d'infraction détermine la juridiction compétente : les crimes sont du ressort des cours d'assises, les délits du tribunal correctionnel et les contraventions du tribunal de police.

Taux de criminalité : c'est le rapport entre le nombre de crimes et délits à la population, considéré par fraction de 1 000 habitants.

Tribunaux de grande instance : ils ont compétence en matière civile pour juger toutes les affaires ne relevant pas expressément d'une autre juridiction. Au plan pénal, ils jugent les infractions qualifiées " délits " (tribunaux correctionnels).

Tribunaux d'instance : au plan civil, ils sont compétents notamment pour toutes les affaires mettant en jeu des sommes inférieures à 30 000 F. Au plan pénal, ils jugent les infractions qualifiées " contraventions " (tribunaux de police). Les données présentées incluent l'activité des tribunaux paritaires des baux ruraux.

Maison d'arrêt : établissement recevant les prévenus et les condamnés dont le reliquat de peine est inférieur ou égal à un an.

Centre pénitentiaire : établissement mixte comportant à la fois un quartier " maison d'arrêt " et/ou un quartier " maison centrale " et/ou un quartier " centre de détention ".

FRANCE

INSEE

- " *Les statistiques de la délinquance* " *France portrait social*, octobre 2002
- " *Le handicap est plus fréquent en prison qu'à l'extérieur* ", *INSEE Première*, n° 854, juin 2002.
- " *Précocité et instabilité familiale des hommes détenus* ", *INSEE Première*, n° 828, janvier 2002.
- " *L'histoire familiale des hommes détenus* ", *INSEE Résultats-Synthèses*, n° 59, février 2002

Ministère de la Justice

- " *Les chiffres-clés de la justice* ", annuel.
- " *Annuaire statistique de la justice* ", annuel.
- " *Infostat justice* ", mensuel.

Ministère de l'Intérieur

Direction générale de la Police nationale

- " *Aspects de la criminalité et de la délinquance constatés en France en 2002* ", édition 2003, la Documentation française.

Site :

www.justice.gouv.fr

Consultez le site internet de l'INSEE
www.insee.fr



Nombre de crimes et délits constatés en 2002

Unités : le crime et le délit

	Aude	Gard	Hérault	Lozère	Pyrénées-Orientales	Languedoc-Roussillon	France métropolitaine
Vols y compris recels	14 099	34 507	61 546	1 445	21 897	133 494	2 507 027
<i>dont : vols avec violences (y compris vols à main armée)</i>	316	1 354	2 343	15	648	4 676	133 137
<i>cambriolages</i>	2 505	6 065	10 535	283	3 067	22 455	432 593
<i>vols d'automobiles</i>	1 728	7 044	9 606	110	2 889	21 377	283 617
<i>vols à la roulotte</i>	3 668	9 018	16 141	309	5 685	34 821	481 524
<i>vols d'accessoires sur véhicules immatriculés</i>	1 165	1 337	2 660	91	1 844	7 097	220 519
<i>motorisés à 2 roues</i>	470	1 100	2 088	20	1 026	4 704	97 383
<i>vols à l'étalage</i>	248	476	839	37	204	1 804	64 036
<i>recels</i>	191	385	774	77	369	1 796	37 243
Infractions économiques et financières	1 617	3 605	5 709	288	2 608	13 827	355 342
<i>Escroqueries faux et contrefaçons</i>	1 198	3 140	5 258	254	2 172	12 022	325 841
<i>dont : escroqueries et abus de confiance</i>	690	1 554	2 544	98	1 098	5 984	140 593
<i>falsification, usages de chèques volés</i>	327	825	1 612	127	537	3 428	127 993
<i>falsifications, usages de cartes de crédit</i>	124	627	932	20	361	2 064	45 318
<i>faux en écriture publique et authentique</i>	14	18	18	3	14	67	1 450
<i>délinquance économique et financière</i>	230	404	243	24	337	1 238	16 045
<i>infractions à la législation sur les chèques</i>	189	61	208	10	99	567	13 456
Crimes et délits contre les personnes	1 520	3 724	5 093	237	2 703	13 277	303 552
<i>Homicides (yc tentatives)</i>	17	40	56	0	24	137	2 415
<i>Coups et blessures volontaires</i>	594	1 300	1 910	82	1 076	4 962	125 371
<i>Autres atteintes contre les personnes</i>	411	1 309	1 576	83	793	4 172	90 027
<i>dont : menaces ou chantages</i>	244	1 013	1 140	51	608	3 056	61 983
<i>Atteintes aux mœurs</i>	171	361	612	25	249	1 418	37 813
<i>dont : viols</i>	43	95	150	8	63	359	10 460
<i>autres agressions sexuelles</i>	68	133	292	11	116	620	15 743
<i>Infractions contre la famille et l'enfant</i>	327	714	939	47	561	2 588	47 926
<i>dont : violences, mauvais traitements et abandons d'enfants</i>	34	82	110	7	127	360	10 064
Autres infractions (dont stupéfiants)	4 339	8 630	14 389	596	12 199	40 153	947 961
<i>dont : infractions à la législation sur les stupéfiants</i>	441	626	1 826	130	931	3 954	108 121
<i>destructions, dégradations de biens privés (sauf véhicules)</i>	887	1 780	3 019	115	1 072	6 873	197 339
<i>atteintes à chose publique et ordre public</i>	24	132	104	11	56	327	5 273
<i>outrages, violences à dépositaire de l'autorité</i>	178	537	748	39	282	1 784	49 264
<i>ports ou détentions d'armes prohibés</i>	93	171	418	18	131	831	23 154
<i>faux documents d'identité ou administratifs</i>	48	61	131	9	290	539	13 795
Total des crimes et délits constatés	21 575	50 466	86 737	2 566	39 407	200 751	4 113 882
Taux pour mille habitants	68,95	79,84	94,49	34,75	98,79	85,95	669,32
Rang dans le classement des régions	26	13	7	88	6	3	...

Source : Ministère de l'Intérieur - Direction centrale de la Police judiciaire

Condamnations prononcées en 2001 par la cour d'appel et le tribunal de grande instance Unité : la condamnation

	Délits						Contraventions de 5 ^{ème} classe		Crimes	Total toutes condamnations
	Total	dont vols	dont conduite en état alcoolique	dont coups et violences volontaires	dont infractions sur les stupéfiants	dont police des étrangers	Total	dont coups et violences volontaires		
Montpellier										
Total du ressort	14 045	1 225	2 660	1 374	780	233	3 687	524	110	17 842
Cour d'appel	1 105	47	87	150	69	38	72	23	66	1 243
<i>dont : Ressort des TGI (1) de Béziers</i>	2 241	219	357	155	158	11	646	84	...	2 887
<i>Carcassonne</i>	1 350	137	333	128	58	2	257	30	21	1 628
<i>Montpellier</i>	4 280	389	712	443	264	73	685	183	2	4 967
<i>Narbonne</i>	1 105	125	234	72	43	17	459	33	...	1 564
<i>Perpignan</i>	2 669	176	513	291	137	92	1 116	138	17	3 802
Nîmes										
Total du ressort	10 140	827	2 609	875	486	71	2 418	304	110	12 668
Cour d'appel	598	37	48	72	62	5	55	9	43	696
<i>dont : Ressort des TGI (1) de Alès</i>	697	43	207	101	5	0	209	31	...	906
<i>Mende</i>	556	35	189	43	55	0	135	21	6	697
<i>Nîmes</i>	1 949	96	614	158	83	17	374	63	4	2 327

(1) Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunaux de police.

Source : Ministère de la Justice

Activité des tribunaux de grande instance en 2001

Unité : l'affaire traitée



Tribunal de grande instance	Affaires civiles			Affaires pénales			
	Nouvelles	Terminées	dont divorces	Parquet		Tribunaux correctionnels	
				Affaires traitées	Affaires poursuivies	Affaires nouvelles	Jugements rendus
Alès	1 484	1 403	330	9 328	1 715	690	769
Béziers	3 592	3 521	528	30 235	6 147	2 863	2 109
Carcassonne	1 884	1 695	382	14 586	3 462	1 193	1 189
Mende	499	459	76	3 067	1 101	515	521
Montpellier	7 455	6 850	1 447	73 425	15 770	4 348	3 925
Narbonne	1 629	1 483	266	13 906	2 367	908	921
Nîmes	5 480	5 344	968	39 416	10 946	2 332	2 288
Perpignan	5 218	4 916	860	52 198	15 644	3 070	2 561

Source : Annuaire statistique de la Justice - Ministère de la Justice



Activité des tribunaux d'instance en 2001

Unité : l'affaire traitée

Tribunal d'instance	Affaire civiles			Affaires pénales				
	Nouvelles	Terminées	Dont jugements de fond	Ordonnances de référé	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales	Jugements	dont 5ème classe
Alès	986	997	770	43	8 865	300	571	342
Béziers	2 141	1 982	1 536	405	20 941	1 024	747	253
Carcassonne	742	694	589	65	13 332	313	425	174
Castelnaudary	180	125	98	8	961	142	133	57
Céret	447	362	253	41	-	489	190	78
Florac	76	63	57	1	398	45	55	28
Le Vigan	251	235	202	2	-	73	40	18
Limoux	395	420	362	9	1 182	28	139	67
Lodève	364	334	276	46	1 050	214	131	45
Marvejols	163	160	133	1	297	16	133	65
Mende	236	195	161	1	1 400	20	141	67
Montpellier	3 846	3 315	2 291	1 371	78 555	2 149	1 237	503
Narbonne	918	146	11 700	938	586	228
Nîmes	2 550	2 359	1 791	651	36 914	2 141	799	328
Perpignan	1 969	1 971	1 593	384	28 706	1 574	757	359
Prades	298	274	206	36	-	648	265	94
Sète	1 116	1 108	836	210	18 440	137	456	104
Uzès	981	953	790	167	-	719	293	93

Source : Annuaire statistique de la Justice - Ministère de la Justice

Activité des conseils de prud'hommes en 2001

Unité : l'affaire traitée

	Procédures ordinaires		Ordonnances de référé
	Affaires nouvelles	Affaires terminées	
Alès	319	196	47
Bédarieux	55	32	35
Béziers	696	785	232
Carcassonne	308	304	48
Clermont-l'hérault	114	95	2
Mende	94	95	11
Montpellier	1 767	2 103	663
Narbonne	461	354	160
Nîmes	1 077	1 252	428
Perpignan	1 405	1 215	397
Sète	279	211	118

Source : Annuaire statistique de la Justice - Ministère de la Justice

Activité des tribunaux de commerce en 2001

Unité : l'affaire traitée

	Affaires contentieuses		Procédures de redressement et liquidations judiciaires						Référés
	Toutes affaires terminées	dont décisions au fond	Jugements d'ouvertures et autres décisions	dont ouvertures de redressement judiciaire	dont liquidations judiciaires immédiates	Issues des redressements	dont liquidations après période d'observation	Clôtures des opérations	
Béziers	1 380	1 315	320	73	130	71	39	255	122
Carcassonne	409	365	280	51	81	50	44	145	40
Clermont-L'Hérault	81	73	60	20	10	20	12	21	9
Montpellier	1 958	1 365	878	229	326	253	169	540	422
Narbonne	437	414	136	68	42	73	70	119	38
Perpignan	617	462	465	76	299	85	54	703	159
Sète	245	214	182	59	51	71	54	34	32
Alès	193	154	98	8	51	26	19	85	40
Nîmes	1 899	1 623	509	72	299	102	61	419	221

Source : Ministère de la Justice

Activité des cours d'appel et cours d'assises en 2001

Unité : l'affaire traitée



Cour d'appel de Montpellier	
Affaires civiles	
Nouvelles	7 269
Terminées	8 561
Arrêts en matière pénale	2 725
Cour d'appel de Nîmes	
Affaires civiles	
Nouvelles	5 222
Terminées	5 271
Arrêts en matière pénale	1 466
Cour d'assises (arrêts en matière pénale)	
Montpellier	72
Nîmes	80

Source : Ministère de la Justice

Effectifs des magistrats, avocats, greffiers, notaires, huissiers de justice en 2001



	Aude	Gard	Hérault	Lozère	Pyrénées-Orientales	Languedoc-Roussillon	France métropolitaine	France entière
Magistrats	22	85	122	8	36	273	6 219	6 406
Avocats	102	216	630	12	183	1 143	37 594	38 044
Greffiers	68	60	102	20	34	284	6 566	6 659
Notaires	66	109	150	12	59	396	7 681	7 773
Huissiers de justice	29	40	68	4	36	177	3 194	3 263
Total	287	510	1 072	56	348	2 273	61 254	62 145

Source : Ministère de la Justice

Nombre d'avocats au 1^{er} janvier

Unité : l'avocat

	Aude	Gard	Hérault	Lozère	Pyrénées-Orientales	Languedoc-Roussillon	France métropolitaine	France entière
2001	102	216	630	12	183	1 143	37 594	38 044
2002	105	217	667	13	186	1 188	38 877	39 349
2003	104	244	689	14	195	1 246	40 233	40 736

Source : Ministère de la Justice

Les établissements pénitentiaires au 1^{er} janvier 2001

Unité : l'établissement pénitentiaire

	Aude	Gard	Hérault	Lozère	Pyrénées-Orientales	Languedoc-Roussillon	France entière
Centre pénitentiaire	-	-	-	-	-	1	1
Centre de semi-liberté	-	-	-	1	-	-	1
Maison d'arrêt	1	1	2	1	1	-	5

Source : Ministère de la Justice